



Société d'assurance-dépôts  
du Canada



**50 ANS DE PROTECTION DES DÉPÔTS**

Rapport financier trimestriel  
Troisième trimestre

**31 DÉCEMBRE 2017**

Non vérifié



Canada

# Table des matières

<b>Compte rendu .....</b>	<b>1</b>
Principaux résultats financiers .....	2
Analyse des risques .....	4
Changements touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes .....	5
Résultats financiers.....	6
Financement <i>ex ante</i> .....	10
Liquidités mobilisables .....	11
Déclaration de responsabilité de la direction.....	12
<b>États financiers consolidés condensés et notes complémentaires .....</b>	<b>13</b>
État consolidé condensé de la situation financière.....	13
État consolidé condensé du résultat global.....	14
État consolidé condensé des variations des capitaux propres.....	15
Tableau consolidé condensé des flux de trésorerie.....	16
1 – Informations générales.....	17
2 – Principales méthodes comptables.....	18
3 – Titres de placement.....	19
4 – Provision pour pertes liées à l’assurance-dépôts .....	20
5 – Charges d’exploitation.....	21
6 – Transactions entre parties liées .....	21

## Compte rendu

### **Troisième trimestre – exercice 2017-2018**

Le présent compte rendu a été rédigé conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État publiée par le Conseil du Trésor (la « Norme du Conseil du Trésor »). Il ne prétend pas à l'exhaustivité d'un véritable rapport de gestion. On présume que les déclarations et l'information figurant dans le Rapport annuel 2017 de la SADC s'appliquent également au trimestre considéré, à moins de mise à jour.

Les états financiers consolidés condensés n'ont pas été audités et ils ont été établis conformément à la Norme du Conseil du Trésor.

Le présent compte rendu et les états financiers qui l'accompagnent ont été examinés et approuvés par le Comité d'audit de la SADC.

## Principaux résultats financiers

Pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2017, la Société d'assurance-dépôts du Canada (la « SADC » ou la « Société ») a enregistré une perte nette de 165 millions de dollars qui résulte essentiellement d'une augmentation de 300 millions de dollars de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts (la « provision ») par rapport à la provision au 30 septembre 2017 et de produits tirés des primes de 134 millions de dollars. Les autres éléments significatifs ont été les produits tirés des placements et autres produits (12 millions de dollars) ainsi que les charges d'exploitation nettes et la charge d'impôt (11 millions de dollars). Pour la période correspondante de l'exercice précédent, la SADC avait enregistré un bénéfice net de 104 millions de dollars qui résultait des éléments suivants : produits tirés des primes de 105 millions de dollars, produits tirés des placements et autres produits de 10 millions de dollars, et charges d'exploitation nettes et charge d'impôt de 11 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, la SADC affiche une perte nette de 97 millions de dollars qui découle surtout des éléments suivants : produits tirés des primes de 401 millions de dollars, augmentation de 500 millions de dollars de la provision, produits tirés des placements et autres produits de 33 millions de dollars, et charges d'exploitation nettes et charge d'impôt de 32 millions de dollars. Pour la période correspondante de l'exercice précédent, la SADC avait enregistré un bénéfice net de 166 millions de dollars, qui reflétait principalement les éléments suivants : produits tirés des primes de 315 millions de dollars, augmentation de 150 millions de dollars de la provision, produits tirés des placements et autres produits de 30 millions de dollars, et charges d'exploitation nettes et charge d'impôt de 30 millions de dollars.

Les produits tirés des primes de la période de neuf mois, soit 401 millions de dollars, sont en hausse de 86 millions par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle avant tout de la majoration des taux de prime. Le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres et la croissance du volume des dépôts assurés ont aussi contribué à la hausse.

Les produits tirés des placements et autres produits de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 totalisent 33 millions de dollars, soit 3 millions de plus que ceux d'il y a un an. Cette augmentation est due à la croissance du portefeuille de placement et à la hausse du taux de rendement effectif durant la période (1,15 pour 100 au 31 décembre 2017, comparativement à 1,08 pour 100 au 31 décembre 2016).

Les charges d'exploitation et la charge d'impôt totalisent 11 millions de dollars pour le troisième trimestre (relativement stables en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent) et 32 millions de dollars pour la période de neuf mois (légèrement en hausse par rapport à celles de la période correspondante de neuf mois de l'exercice précédent).

La provision de la SADC pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 a grimpé de 500 millions de dollars pour s'établir à 2 100 millions de dollars, soit 600 millions de plus que le chiffre annoncé dans le Plan d'entreprise 2017-2018. Plusieurs facteurs expliquent cette augmentation nette, dont les suivants : la croissance du volume des dépôts assurés (774 milliards de dollars au 30 avril 2017, comparativement à 741 milliards<sup>1</sup> au 30 avril 2016) ; des changements dans le profil de risque de certaines institutions membres ; la variation des probabilités de défaillance calculées à l'endroit des institutions membres.

---

<sup>1</sup> Compte tenu de la variation du volume des dépôts assurés par suite de changements ayant touché les institutions membres au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2017, le total des actifs de la Société s'élevait à 4 395 millions de dollars, dépassant de 550 millions (14 pour 100) le total inscrit au 31 mars 2017. La hausse résulte surtout de la croissance du portefeuille de placement de la Société. La majeure partie des actifs de la Société se compose de titres de placement d'une grande liquidité.

Au 31 décembre 2017, le financement *ex ante* de la SADC se situait à 55 points de base (4 239 millions de dollars) des dépôts assurés, le niveau cible minimal ayant été fixé à 100 points de base.

## Analyse des risques

La direction de la SADC surveille les risques auxquels les institutions membres sont exposées et qui nécessitent des ajustements à la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts. Elle se sert d'un programme de gestion des risques d'entreprise (GRE) pour recenser et gérer les risques importants de la Société. Ce programme prévoit une évaluation annuelle approfondie des risques, de même que des réexamens trimestriels. L'évaluation tient notamment compte des risques résiduels tels que la direction les perçoit, compte tenu des répercussions possibles d'un événement à risque sur la situation financière ou la réputation de la Société, et / ou sur la capacité de la SADC à remplir son mandat et ses obligations légales, de la probabilité qu'un tel événement se produise, et des mesures prises par la Société pour gérer les risques particuliers.

Le profil de risque de certaines institutions membres a donné lieu à une augmentation des risques liés à l'ensemble des membres de la SADC. Cependant, le résultat de l'évaluation globale des risques importants de la Société que la direction a effectuée en date du 31 décembre 2017 demeure satisfaisant et n'a pas changé depuis l'évaluation précédente.

## Changements touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes

Voici un résumé des divers changements importants survenus au chapitre du fonctionnement de la Société, de son personnel et de ses programmes au cours du trimestre.

Fonctionnement    Aucun changement important n'est survenu au cours du trimestre.

Conseil  
d'administration,  
direction et  
personnel        Le 14 décembre 2017, le mandat de M. Robert Sanderson en qualité de président du conseil d'administration a été reconduit de deux ans.

Programmes et  
projets            Aucun changement important n'est survenu au cours du trimestre.

## Résultats financiers

### Comparaison entre le trimestre terminé le 31 décembre 2017 et le trimestre terminé le 31 décembre 2016

Le tableau ci-après compare les résultats de la SADC pour les trimestres terminés les 31 décembre 2017 et 2016.

	Trimestre terminé le		Variation	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016	Augmentation (diminution) (\$)	(%)
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>				
Produits tirés des primes	133 825	105 200	28 625	27 %
Produits tirés des placements et autres produits	11 706	10 165	1 541	15 %
Variation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	300 000	-	300 000	*
Charges d'exploitation nettes	10 756	11 025	(269)	(2 %)
Charge (recouvrement) d'impôt	223	(96)	319	(332 %)
<b>(Perte) bénéfice net</b>	<b>(165 448)</b>	<b>104 436</b>	<b>(269 884)</b>	<b>(258 %)</b>

\* La comparaison n'est pas pertinente.

### Produits tirés des primes

Les primes versées par les institutions membres sont fonction du montant total des dépôts assurés que celles-ci détiennent au 30 avril de chaque année ; elles sont calculées annuellement conformément aux dispositions de la Loi sur la SADC et du *Règlement administratif de la SADC sur les primes différentielles*. Les taux de prime jouent un rôle déterminant dans le temps qu'il faudra pour atteindre la cible minimale du financement *ex ante* de la Société, qui est de 100 points de base. À chaque exercice, la SADC considère ses options (en matière de taux) pour parvenir à cette cible. Pour l'exercice 2017-2018, le taux approuvé pour la catégorie I (taux de base) représente 6,5 points de base des dépôts assurés, soit une hausse de 1,0 point par rapport au taux de base de 2016-2017. Le montant comptabilisé chaque trimestre correspond au quart des primes annuelles perçues.

Les produits tirés des primes comptabilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017 totalisent 134 millions de dollars, comparativement à 105 millions un an plus tôt, en hausse de 27 pour 100. Cette hausse découle avant tout de la majoration des taux de prime. La croissance du volume des dépôts assurés et le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres ont aussi contribué à la variation nette des produits tirés des primes. En effet, les dépôts assurés sont passés de 741 milliards de dollars<sup>2</sup> au 30 avril 2016 à 774 milliards au 30 avril 2017, une croissance de 4 pour 100.

### Produits tirés des placements et autres produits

Les produits tirés des placements et autres produits, de 12 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017, ont augmenté de 2 millions de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation est surtout due à la croissance du portefeuille de placement et à la hausse du taux de rendement effectif durant la période (1,15 pour 100 au 31 décembre 2017 par rapport à 1,08 pour 100 au 31 décembre 2016).

<sup>2</sup> Compte tenu de la variation du volume des dépôts assurés par suite de changements ayant touché les institutions membres au cours de l'exercice.

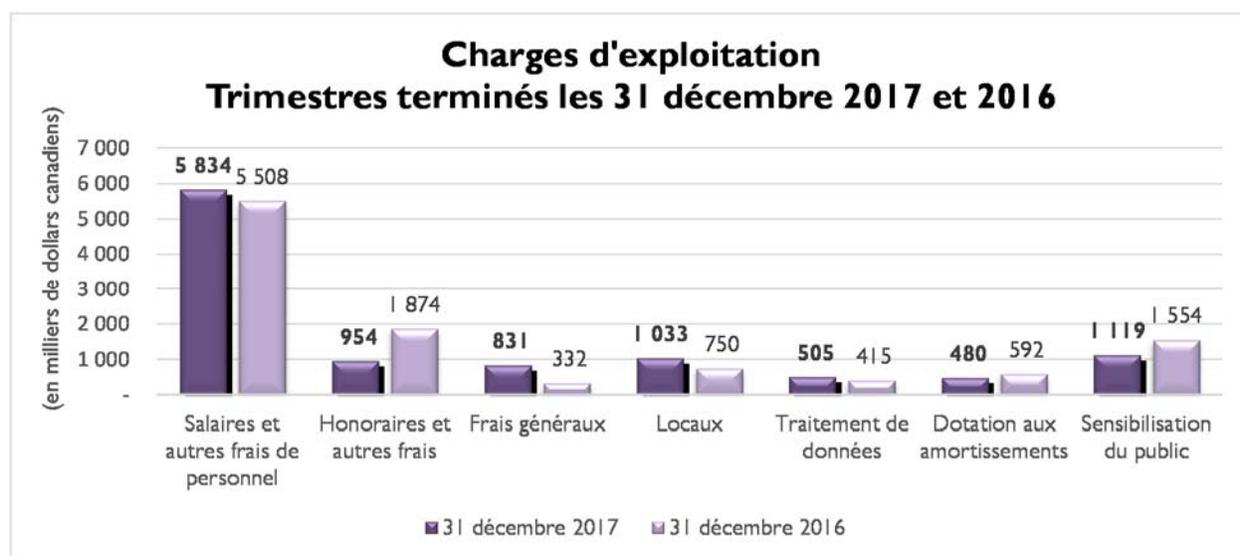
## Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

La provision correspond au montant des pertes que, selon les meilleures estimations de la direction, la SADC s'attend à subir en sa qualité d'assureur des dépôts détenus par les institutions membres. Elle est évaluée trimestriellement et fait l'objet de rajustements s'il y a lieu.

Pour obtenir ses estimations, la direction tient compte des variables essentielles à l'établissement de ses provisions, dont le volume des dépôts assurés, les prévisions de défaillance d'institutions membres établies à partir de statistiques de probabilité, le pourcentage prévu de perte en cas de défaillance, les renseignements obtenus des organismes de surveillance, divers indicateurs économiques et la connaissance particulière que la SADC a de chacun de ses membres.

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2017, la provision s'est accrue de 300 millions de dollars pour atteindre 2 100 millions. Cette augmentation nette s'explique surtout par un changement dans le profil de risque de certaines institutions membres.

## Charges d'exploitation



Les charges d'exploitation du trimestre terminé le 31 décembre 2017 s'élèvent à environ 11 millions de dollars, un niveau semblable à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

## Comparaison entre la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 et la période correspondante de neuf mois de l'exercice précédent

Le tableau ci-après compare les résultats de la SADC pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre 2017 et 2016.

	Période de neuf mois terminée le		Variation	
	31 décembre 2017	31 décembre 2016	Augmentation (diminution) (\$)	(%)
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>				
Produits tirés des primes	401 498	315 201	86 297	27 %
Produits tirés des placements et autres produits	33 025	30 303	2 722	9 %
Variation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	500 000	150 000	350 000	233 %
Charges d'exploitation nettes	32 182	29 666	2 516	8 %
Recouvrement de sommes radiées	628	-	628	*
Charge d'impôt	256	161	95	59 %
<b>(Perte) bénéfice net</b>	<b>(97 287)</b>	<b>165 677</b>	<b>(262 964)</b>	<b>(159 %)</b>

\* La comparaison n'est pas pertinente.

### Produits tirés des primes

Les produits tirés des primes comptabilisés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 totalisent 401 millions de dollars, comparativement à 315 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 27 pour 100. Cette hausse découle avant tout de la majoration des taux de prime. Le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres et la croissance des dépôts assurés ont aussi contribué à cette variation.

### Produits tirés des placements et autres produits

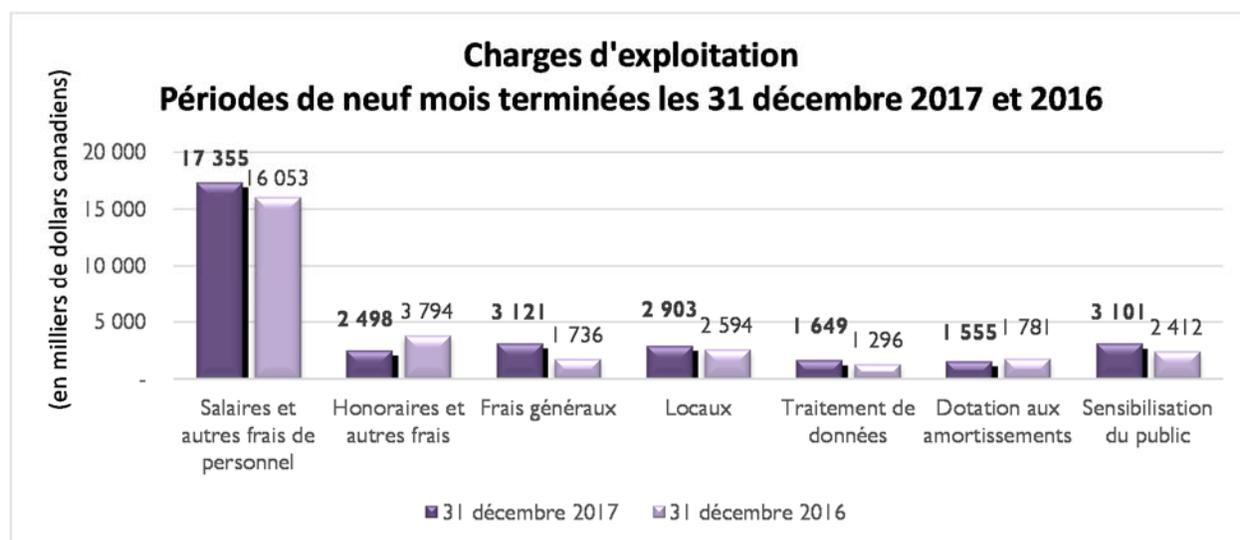
Les produits tirés des placements et autres produits de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 totalisent 33 millions de dollars, soit 3 millions de plus que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation est surtout due à la croissance du portefeuille de placement et à la hausse du taux de rendement effectif durant la période (1,15 pour 100 au 31 décembre 2017, comparativement à 1,08 pour 100 au 31 décembre 2016).

### Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017, la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts a augmenté de 500 millions de dollars pour s'élever à 2 100 millions. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation, dont les suivants :

- la croissance du volume des dépôts assurés ;
- des changements dans le profil de risque de certaines institutions membres ;
- des changements dans le taux d'actualisation (1,86 pour 100 au 31 décembre 2017, comparativement à 1,12 pour 100 au 31 mars 2017) ;
- la variation des probabilités de défaillance calculées à l'endroit de certaines institutions membres, essentiellement en raison de l'abaissement de leur cote de crédit.

## Charges d'exploitation



Les charges d'exploitation de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2017 totalisent environ 32 millions de dollars, en hausse d'environ 2 millions par rapport à un an plus tôt. La hausse résulte de plusieurs facteurs, dont le comblement de postes et l'accentuation de la campagne de sensibilisation du public.

## Résultats prévus pour l'exercice 2017-2018, comparativement au Plan d'entreprise

La présente section comporte des données financières prospectives fondées sur certaines hypothèses. Les résultats réels pourraient présenter des écarts importants par rapport à ces prévisions.

(en millions de dollars canadiens)	2017-2018		Écart Dépassement (insuffisance)	
	Prévisions	Plan d'entreprise	(\$)	(%)
Produits tirés des primes	535	519	16	3 %
Produits tirés des placements et autres produits	46	47	(1)	(2 %)
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	500	50	450	900 %
Charges d'exploitation nettes	45	47	(2)	(4 %)
Recouvrement de sommes radiées	1	-	1	*
<b>Bénéfice net</b>	<b>37</b>	<b>469</b>	<b>(432)</b>	<b>(92 %)</b>

\* La comparaison n'est pas pertinente.

## Produits tirés des primes

Le Plan d'entreprise 2017-2018 à 2021-2022 de la SADC (le « Plan ») prévoyait des produits tirés des primes de 519 millions de dollars pour l'exercice 2017-2018, mais la direction les estime maintenant à 535 millions de dollars. Le Plan s'appuyait sur certaines hypothèses relatives à la croissance du volume des dépôts assurés et au classement des institutions membres selon le barème de primes différentielles. Toutes ces hypothèses ne se sont pas confirmées, ce qui explique les écarts entre les chiffres du Plan et les prévisions actuelles.

## Produits tirés des placements et autres produits

Le montant prévisionnel des produits tirés des placements et autres produits correspond à 46 millions de dollars, proche du montant de 47 millions annoncé dans le Plan.

## Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

Pour l'exercice 2017-2018, le Plan d'entreprise prévoyait que la provision augmenterait de 50 millions de dollars pour atteindre 1 500 millions, compte tenu de la croissance prévue des dépôts assurés. Or, on s'attend maintenant à une hausse de 500 millions de dollars de la provision, qui s'établirait à 2 100 millions, en raison des changements susmentionnés et d'une croissance estimée du volume des dépôts assurés plus élevée jusqu'à la fin de l'exercice.

## Charges d'exploitation nettes

Les charges d'exploitation nettes de l'exercice 2017-2018 devraient atteindre 45 millions de dollars, soit 2 millions de moins que le montant prévisionnel de 47 millions.

## Financement *ex ante*

Pour qu'un régime d'assurance-dépôts soit efficace et mérite la confiance du public, il doit reposer sur des mécanismes de financement sain. La SADC dispose d'un financement *ex ante* pour couvrir les pertes éventuelles liées à l'assurance-dépôts. Le montant de ce financement correspond à la somme des résultats non distribués et de la provision de la Société. Le niveau cible minimal du financement *ex ante* de la Société a été fixé à 100 points de base des dépôts assurés. La Société revoit régulièrement cette cible et l'ajuste s'il y a lieu.

Au 31 décembre 2017, le financement *ex ante* de la SADC s'établissait à 4 239 millions de dollars, soit l'équivalent de 55 points de base des dépôts assurés.

Comme il a été indiqué précédemment, les taux de prime de 2017-2018 ont été majorés afin d'accélérer la progression de la Société vers la cible minimale fixée pour le financement *ex ante*. D'autres majorations sont d'ailleurs prévues selon le Plan (hausse de 1 point de base du taux de base pour l'exercice 2018-2019). Selon les prévisions actuelles, la cible minimale devrait être atteinte au cours de l'exercice 2024-2025.

## Liquidités mobilisables

Le tableau qui suit indique les sources de liquidités auxquelles la SADC peut recourir.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	<b>31 décembre 2017</b>	<b>31 mars 2017</b>
<i>Liquidités :</i>		
Trésorerie	2	2
Juste valeur des titres de placement de haute qualité et très liquides	4 318	3 835
<i>Capacité d'emprunt :</i>		
Emprunts sur les marchés ou au Trésor en vertu de la Loi sur la SADC	23 000	22 000
<b>Total des liquidités mobilisables</b>	<b>27 320</b>	<b>25 837</b>

Le portefeuille de placement de la SADC ne contient que des titres de haute qualité et très liquides, à savoir des obligations du gouvernement du Canada et de sociétés d'État fédérales ou encore des obligations de gouvernements provinciaux et de sociétés de financement municipales. En vertu de la Loi sur la SADC, la Société est autorisée à contracter des emprunts si elle a besoin de plus de fonds. Au 31 décembre 2017, elle pouvait emprunter jusqu'à 23 milliards de dollars. Le plafond d'emprunt est ajusté le 31 décembre de chaque année pour refléter la croissance des dépôts assurés. En cas de nécessité, la Société peut aussi emprunter des fonds supplémentaires selon un montant approuvé par le Parlement, en vertu d'une loi de crédits.

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés condensés, en conformité avec la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés exempts d'anomalies significatives. Il incombe également à la direction de s'assurer que tous les autres renseignements figurant dans le présent rapport trimestriel sont conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés condensés.

Les états financiers n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels consolidés, condensés et non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie à la date de clôture de ces états financiers trimestriels consolidés condensés et pour les périodes considérées.

La présidente et première dirigeante,



---

Michèle Bourque

Ottawa, Canada  
Le 15 février 2018

Le vice-président, Finances et Administration,  
et directeur financier,



---

Anthony Carty

Ottawa, Canada  
Le 15 février 2018

## États financiers consolidés condensés et notes complémentaires

### État consolidé condensé de la situation financière

Au 31 décembre 2017 et au 31 mars 2017 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	31 décembre 2017	31 mars 2017
<b>ACTIFS</b>			
Trésorerie		2 283	1 771
Titres de placement	3	4 379 960	3 831 184
Clients et autres débiteurs		110	223
Sommes à recouvrer d'actifs en liquidation		2 882	2 882
Paiements anticipés		1 750	173
Immobilisations corporelles		4 970	4 948
Immobilisations incorporelles		3 446	3 872
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>4 395 401</b>	<b>3 845 053</b>
<b>PASSIFS</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs		18 598	5 056
Passif d'impôt exigible		346	73
Produits tirés des primes différés		133 825	-
Incitatif à la location différé		875	960
Avantages du personnel		2 818	2 698
Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	4	2 100 000	1 600 000
Passif d'impôt différé		247	287
<b>Total des passifs</b>		<b>2 256 709</b>	<b>1 609 074</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Résultats non distribués		2 138 692	2 235 979
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>4 395 401</b>	<b>3 845 053</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

## État consolidé condensé du résultat global

Trimestres et périodes de neuf mois terminés les 31 décembre 2017 et 2016 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Trimestre terminé le		Période de neuf mois terminée le	
		31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
		2017	2016	2017	2016
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>					
Produits tirés des primes		133 825	105 200	401 498	315 201
Produits tirés des placements		11 704	10 163	33 021	30 301
Autres		2	2	4	2
		145 531	115 365	434 523	345 504
<b>CHARGES</b>					
Charges d'exploitation nettes	5	10 756	11 025	32 182	29 666
Recouvrement de sommes radiées		-	-	(628)	-
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	4	300 000	-	500 000	150 000
		310 756	11 025	531 554	179 666
(Perte) bénéfice net avant impôt		(165 225)	104 340	(97 031)	165 838
Charge (recouvrement) d'impôt		223	(96)	256	161
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		<b>(165 448)</b>	<b>104 436</b>	<b>(97 287)</b>	<b>165 677</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

## État consolidé condensé des variations des capitaux propres

Trimestres et périodes de neuf mois terminés les 31 décembre 2017 et 2016 (en milliers de dollars canadiens)

### TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	<b>Résultats non distribués et total des capitaux propres</b>
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>2 304 140</b>
Total du résultat global	(165 448)
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>2 138 692</b>
<b>Solde au 30 septembre 2016</b>	<b>2 177 507</b>
Total du résultat global	104 436
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>2 281 943</b>

### PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE

<b>Solde au 31 mars 2017</b>	<b>2 235 979</b>
Total du résultat global	(97 287)
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>2 138 692</b>
<b>Solde au 31 mars 2016</b>	<b>2 116 266</b>
Total du résultat global	165 677
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>2 281 943</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

## Tableau consolidé condensé des flux de trésorerie

Trimestres et périodes de neuf mois terminés les 31 décembre 2017 et 2016 (en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le		Période de neuf mois terminée le	
	31 décembre		31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
(Perte) bénéfice net avant impôt	(165 448)	104 436	(97 287)	165 677
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :				
Dotation aux amortissements	480	592	1 555	1 781
Produits tirés des placements	(11 704)	(10 163)	(33 021)	(30 301)
Charge (recouvrement) d'impôt	223	(96)	256	161
Charge au titre des avantages du personnel	71	68	213	203
Paiement au titre des prestations définies	(56)	(10)	(93)	(110)
Variation du fonds de roulement :				
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs	(39)	(407)	113	(262)
Augmentation des sommes à recouvrer d'actifs en liquidation	-	-	-	587
Diminution (augmentation) des paiements anticipés	830	138	(1 577)	(79)
Augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	14 723	11 711	13 542	11 039
Augmentation des produits tirés des primes différés	131 282	102 433	133 825	105 195
Diminution de l'incitatif à la location différé	(28)	(28)	(85)	(85)
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	300 000	-	500 000	150 000
Intérêts reçus	17 325	15 180	51 901	49 214
Impôt sur le résultat recouvré (payé)	46	-	(23)	(176)
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	287 705	223 854	569 319	452 844
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(449)	(265)	(1 151)	(323)
Achat de titres de placement	(371 473)	(401 048)	(1 190 649)	(1 295 490)
Produit de la vente ou de l'arrivée à échéance de titres de placement	84 350	175 930	622 993	842 897
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(287 572)	(225 383)	(568 807)	(452 916)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	133	(1 529)	512	(72)
Trésorerie, au début	2 150	2 376	1 771	919
Trésorerie, à la fin	<b>2 283</b>	<b>847</b>	<b>2 283</b>	<b>847</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

## Notes complémentaires

### I – Informations générales

La Société d'assurance-dépôts du Canada (la « Société » ou la « SADC ») a été constituée en 1967 en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « Loi sur la SADC »). Elle compte au nombre des sociétés d'État sans capital-actions inscrites à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est financée par les primes que lui versent ses institutions membres. Elle est assujettie à l'impôt fédéral sur les bénéfices, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Son siège social est sis au 50, rue O'Connor, 17<sup>e</sup> étage, à Ottawa, en Ontario.

La Société a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres, d'encourager la stabilité du système financier canadien et d'y contribuer à tous égards. La Société doit remplir son mandat de façon à protéger les intérêts des déposants des institutions membres, tout en s'efforçant de réduire le plus possible les pertes qu'elle est susceptible d'encourir. La SADC a aussi pour mandat d'agir à titre d'instance de règlement de ses institutions membres.

La Société est habilitée à prendre toutes les mesures essentielles ou accessoires pour bien remplir son mandat, y compris faire l'acquisition d'éléments d'actif d'institutions membres et d'autres organisations, ou leur accorder des garanties ou des prêts. Elle peut notamment procéder ou faire procéder à des inspections des institutions membres, faire fonction de liquidateur, de séquestre ou d'inspecteur d'une institution membre ou d'une filiale de celle-ci, établir une institution-relais, et acquérir des actions ou des actifs et reprendre des passifs que des institutions membres avaient.

La Société est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada pour l'application de la Loi sur la SADC. En conséquence, toutes les obligations qu'elle contracte dans l'exercice de son mandat constituent des obligations du Canada.

En juillet 2015, la Société a reçu une directive (C.P. 2015 – I 107), émise en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lui demandant d'harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales, et de rendre compte de l'exécution de cette directive dans son Plan d'entreprise. La SADC s'y est conformée.

Le 15 février 2018, le Comité d'audit de la Société a approuvé les présents états financiers trimestriels consolidés condensés et en a autorisé la publication.

#### **Méthode de préparation**

Les présents états financiers trimestriels consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens et ont été préparés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor ; ils ne contiennent pas tous les renseignements devant être fournis dans des états financiers annuels complets. Les présents états financiers trimestriels consolidés condensés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités au 31 mars 2017 et relatifs à l'exercice terminé à cette date, qui sont inclus dans le Rapport annuel 2017 de la SADC.

Les états financiers trimestriels consolidés condensés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts et de l'obligation au titre des prestations définies, qui sont comptabilisées selon leur valeur actualisée. Le coût historique est généralement établi en fonction de la juste valeur de la contrepartie donnée en échange d'un actif, ainsi que de la somme reçue en échange d'un passif.

## 2 – Principales méthodes comptables

Sauf pour les exceptions notées ci-après, la Société a utilisé les mêmes méthodes comptables pour préparer les présents états financiers trimestriels consolidés condensés que pour les états financiers consolidés annuels au 31 mars 2017 et pour l'exercice terminé à cette date.

### **Jugements comptables critiques et principales sources d'incertitude relative aux estimations**

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction ait recours à des jugements et à des estimations qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur le montant présenté des actifs et des passifs. Les résultats réels pourraient s'écarter des estimations utilisées.

En préparant les présents états financiers consolidés condensés trimestriels, la direction a eu recours aux mêmes jugements importants dans l'application des méthodes comptables de la Société que ceux auxquels elle avait eu recours lors de la préparation des états financiers consolidés annuels au 31 mars 2017 et pour l'exercice terminé à cette date ; les principales sources d'incertitude relatives aux estimations ont été également les mêmes.

### **Obligation au titre des prestations définies**

À la fin de chaque exercice, la Société effectue une évaluation actuarielle pour établir la valeur actualisée de son passif au titre des prestations définies. Les écarts actuariels qui ressortent de cette évaluation sont comptabilisés immédiatement en résultats non distribués, en tant qu'autres éléments du résultat global.

Aucune évaluation actuarielle n'a été faite en date des 31 décembre 2017 et 2016. Par conséquent, aucun écart actuariel n'a été comptabilisé.

### 3 – Titres de placement

Les tableaux suivants indiquent les différentes échéances des titres de placement de la Société et la composition de son portefeuille de placement.

<i>Au 31 décembre 2017 (en milliers de dollars canadiens)</i>	Terme à courtir			
	de 91 jours à			
	90 jours ou moins	1 an	de 1 à 5 ans	Total
Bons du Trésor	48 593	-	-	48 593
Rendement effectif moyen pondéré (%)	0,94	-	-	0,94
Obligations	502 418	513 441	3 315 508	4 331 367
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,12	1,35	1,13	1,15
<b>Total des titres de placement</b>	<b>551 011</b>	<b>513 441</b>	<b>3 315 508</b>	<b>4 379 960</b>
<b>Rendement effectif moyen pondéré (%)</b>	<b>1,10</b>	<b>1,35</b>	<b>1,13</b>	<b>1,15</b>

<i>Au 31 mars 2017 (en milliers de dollars canadiens)</i>	Terme à courtir			
	de 91 jours à			
	90 jours ou moins	1 an	de 1 à 5 ans	Total
Bons du Trésor	19 028	-	-	19 028
Rendement effectif moyen pondéré (%)	0,48	-	-	0,48
Obligations	90 094	667 163	3 054 899	3 812 156
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,18	1,18	1,06	1,08
<b>Total des titres de placement</b>	<b>109 122</b>	<b>667 163</b>	<b>3 054 899</b>	<b>3 831 184</b>
<b>Rendement effectif moyen pondéré (%)</b>	<b>1,06</b>	<b>1,18</b>	<b>1,06</b>	<b>1,08</b>

Le tableau suivant donne une ventilation de la juste valeur des titres de placement de la Société.

<i>Au 31 décembre 2017 (en milliers de dollars canadiens)</i>	Justes valeurs					Total	
	Coût amorti	Profits (pertes)		Niveau 1	Niveau 2		Niveau 3
		latents					
Bons du Trésor	48 593	(4)	48 589	-	-	48 589	
Obligations	4 331 367	(61 497)	3 573 181	696 689	-	4 269 870	
<b>Total des titres de placement</b>	<b>4 379 960</b>	<b>(61 501)</b>	<b>3 621 770</b>	<b>696 689</b>	<b>-</b>	<b>4 318 459</b>	

<i>Au 31 mars 2017 (en milliers de dollars canadiens)</i>	Justes valeurs					Total	
	Coût amorti	Profits (pertes)		Niveau 1	Niveau 2		Niveau 3
		latents					
Bons du Trésor	19 028	-	19 028	-	-	19 028	
Obligations	3 812 156	3 989	3 335 543	480 602	-	3 816 145	
<b>Total des titres de placement</b>	<b>3 831 184</b>	<b>3 989</b>	<b>3 354 571</b>	<b>480 602</b>	<b>-</b>	<b>3 835 173</b>	

Le tableau ci-après résume la qualité du crédit des titres de placement de la Société, selon leur notation de crédit.

<b>Cotes de crédit</b>	<b>31 décembre</b>	<b>31 mars</b>
(en milliers de dollars canadiens)	<b>2017</b>	<b>2017</b>
AAA	4 214 910	3 652 968
AA+	-	25 163
AA	25 239	-
AA-	33 111	81 508
A+	106 700	71 545
<b>Total des placements</b>	<b>4 379 960</b>	<b>3 831 184</b>

Dans les tableaux qui précèdent, les intérêts courus sont inclus dans la valeur comptable.

#### 4 – Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts représente la meilleure estimation de la Société en ce qui a trait aux sorties futures d'avantages économiques résultant de l'obligation de la Société d'assurer les dépôts détenus par les institutions membres dans le cas d'une faillite. L'estimation est basée sur un calcul de la perte attendue et est soumise au caractère incertain des pertes quant à leurs montants et à leurs dates de survenance. Ainsi, les pertes réelles pourraient différer considérablement des estimations.

Les variations de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts sont résumées ci-après :

	<b>Provision pour pertes liées à l'assurance- dépôts</b>
(en milliers de dollars canadiens)	
<b>Solde au 31 mars 2017</b>	<b>1 600 000</b>
Augmentation de la provision	350 000
<b>Solde au 30 juin 2017</b>	<b>1 950 000</b>
Diminution de la provision	(150 000)
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>1 800 000</b>
Augmentation de la provision	300 000
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>2 100 000</b>

## 5 – Charges d'exploitation

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Trimestre terminé le		Période de neuf mois terminée le	
	31 décembre		31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Salaires et autres frais de personnel	5 834	5 508	17 355	16 053
Honoraires et autres frais	954	1 874	2 498	3 794
Frais généraux	875	377	3 246	1 859
Locaux	1 033	750	2 903	2 594
Traitement de données	505	415	1 649	1 296
Dotation aux amortissements	480	592	1 555	1 781
Sensibilisation du public	1 119	1 554	3 101	2 412
	10 800	11 070	32 307	29 789
Recouvrement de charges	(44)	(45)	(125)	(123)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>10 756</b>	<b>11 025</b>	<b>32 182</b>	<b>29 666</b>

## 6 – Transactions entre parties liées

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada, leur propriétaire commun. Elle a conclu des opérations avec certaines de ces parties liées dans le cadre de la prestation ou de l'achat de services divers. Ces opérations ont eu lieu dans le cadre des activités normales de la Société et sont comptabilisées à leur valeur d'échange, soit la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.